No. 43742

France
and
The former Yugoslav Republic of Macedonia

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Macedonia on cooperation in the matters of internal security. Skopje, 18 December 2003

Entry into force: *1 September 2006 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Macedonian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 24 April 2007*

France
et
Ex-République yougoslave de Macédoine

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure. Skopje, 18 décembre 2003

Entrée en vigueur : *1er septembre 2006 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et macédonien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 24 avril 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE RELATIF À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine, ci-après dénommés les Parties,

Désireux de contribuer au développement de leurs relations bilatérales dans le cadre de l'Accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien signé à Paris le 29 janvier 1998,

Mus par la volonté de contribuer activement à la lutte contre les différentes formes de la criminalité internationale,

Convaincus de la nécessité d'une coopération dans les domaines de la lutte contre les différentes formes de la criminalité internationale, contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, ainsi que contre le terrorisme,

Soucieux de rendre plus efficace leur coopération en matière de sécurité intérieure et notamment dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, le trafic illicite des stupéfiants et substances psychotropes, et le terrorisme,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les Parties mènent une coopération technique et opérationnelle en matière de sécurité intérieure et s'accordent mutuellement assistance dans les domaines suivants :

1. la lutte contre la criminalité organisée ;

2. la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et de leurs précurseurs chimiques ;

3. la lutte contre les infractions à caractère économique et financier et notamment le blanchiment de fonds ;

4. la lutte contre le terrorisme ;

5. la lutte contre la traite des êtres humains ;

6. la lutte contre le vol et le trafic illicite d'armes, de munitions, d'explosifs et de matières nucléaires, de composés chimiques et de produits bactériologiques, ainsi que d'autres matériaux dangereux et marchandises et technologies à usage civil et militaire ;

7. la lutte contre le trafic des biens culturels et des objets d'art volés ;

8. la lutte contre les faux et les contrefaçons ;

9. la lutte contre l'immigration illégale et la fraude documentaire s'y rapportant ;

10. la sûreté des moyens de transport aérien, maritime et terrestre ;

11. la police technique et scientifique ;

12. le maintien de l'ordre public ;

13. la formation des personnels.

Cette coopération peut être étendue à d'autres domaines relatifs à la sécurité intérieure pan voie d'arrangements entre les Ministres désignés responsables de l'exécution du présent Accord.

Article 2

1. L'ensemble des activités prévues par le présent Accord au titre de la coopération en: matière de sécurité intérieure est mené par chacune des Parties dans le strict respect de sa législation nationale.

2. Saisie d'une demande de communication d'information formulée dans le cadre du présent Accord, chacune des Parties peut la rejeter si elle estime qu'en vertu de sa législation nationale son acceptation porterait atteinte aux droits fondamentaux de la personne.

3. Saisie d'une demande de coopération tant technique qu'opérationnelle formulée dans le cadre du présent Accord, chaque Partie peut la rejeter si elle estime que son acceptation porterait atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public, aux règles d'organisation et de fonctionnement de l'autorité judiciaire ou à d'autres intérêts essentiels de son État.

4. Lorsque, en application des paragraphes 2 et 3 du présent article, l'une des Parties rejette une demande de coopération, elle en informe l'autre Partie.

Article 3

Les Parties coopèrent à la prévention et à la recherche de faits punissables que revêtent les différentes formes de la criminalité internationale. À ces fins :

1. les Parties se communiquent les informations relatives aux personnes soupçonnées de prendre part aux différentes formes de la criminalité internationale, aux relations entre ces personnes, à la structure, au fonctionnement et aux méthodes des organisations criminelles, aux circonstances des crimes commis dans ce contexte, ainsi qu'aux dispositions légales enfreintes et aux mesures prises, dans la mesure où cela est nécessaire à la prévention de telles infractions ;

2. chacune des Parties prend, à la demande de l'autre, des mesures policières si elles apparaissent nécessaires à la mise en œuvre du présent Accord ;

3. les Parties coopèrent sous forme de mesures policières coordonnées et d'assistance réciproque en personnel et en matériel sur la base d'arrangements complémentaires signés par les autorités compétentes ;

4. les Parties se communiquent les informations relatives aux méthodes et aux nouvelles formes de la criminalité internationale. Dans ce cadre, chaque Partie peut mettre à la disposition de l'autre, à sa demande, des échantillons ou des objets et les informations relatives à ceux-ci ;

5. les Parties échangent les résultats de recherches qu'elles mènent en criminalistique et en criminologie et s'informent mutuellement de leurs méthodes d'enquête et moyens de lutte contre la criminalité internationale ;

6. les Parties échangent des spécialistes dans le but d'acquérir des connaissances professionnelles de haut niveau et de découvrir les moyens, méthodes et techniques modernes de lutte contre la criminalité internationale.

Article 4

Pour empêcher la culture, l'extraction, la production, l'importation, l'exportation, le transit et la commercialisation illicites de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs, les Parties prennent des mesures coordonnées et procèdent à des échanges :

1. d'informations relatives aux personnes participant à la production et au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, aux méthodes utilisées par celles-ci, à leurs caches et à leurs moyens de transport, aux lieux de provenance, de transit, d'acquisition et de destination des stupéfiants et des substances psychotropes et de leurs précurseurs ainsi que de tout détail particulier relatif à ces infractions, susceptibles de contribuer à les prévenir, les empêcher et d'aider à détecter les faits visés par la Convention unique des Nations unies sur les stupéfiants du 30 mars 1961 modifiée par le Protocole du 25 mars 1972, la Convention sur les substances psychotropes du 21 février 1971 et la Convention du 19 décembre 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ;

2. d'informations opérationnelles sur les méthodes courantes du commerce international illicite des stupéfiants et des substances psychotropes ;

3. de résultats de recherches en criminalistique et en criminologie menées dans les domaines du trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et de leur abus ;

4. d'échantillons de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs pouvant faire l'objet d'abus ou d'informations techniques sur les prélèvements effectués ;

5. de résultats d'expériences relatives au contrôle et au commerce légal de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs.

Article 5

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les Parties procèdent à des échanges d'informations relatives :

1. aux actes de terrorisme projetés ou commis, aux modes d'exécution et aux moyens, techniques utilisés pour l'exécution de tels actes ;

2. aux groupes de terroristes et aux membres de ces groupes qui prévoient, commettent ou ont commis des actes terroristes sur le territoire de l'une des Parties et portent atteinte aux intérêts de l'autre.

Article 6

Dans chacun des domaines énumérés à l'article 1 du présent Accord, la coopération technique a pour objet principal :

1. la formation générale et spécialisée ;

2. les échanges d'informations et d'expériences professionnelles ;

3. le conseil technique ;

4. l'échange de documentation spécialisée ;

5. et, en tant que de besoin, l'accueil réciproque de fonctionnaires et d'experts.

Article 7

La coopération technique susceptible d'être mise en œuvre dans les domaines mentionnés dans le présent Accord fait l'objet d'échanges préalables de correspondance entre les Parties par voie diplomatique. En tant que de besoin, des arrangements techniques entre administrations concernées précisent les modalités de mise en œuvre concrète des actions qui auront été retenues.

La mise en œuvre de cette coopération technique fait l'objet d'une programmation annuelle. Cette programmation fait ressortir la contribution de chaque Partie, dans la limite de ses ressources budgétaires.

La Partie solliciteuse assure à toutes les missions de la Partie sollicitée le concours d'un interprète.

Article 8

Les Ministres concernés sont responsables de la bonne exécution du présent Accord.

À cet effet, ils désignent les organismes chargés de la mise en œuvre des différents domaines de coopération mentionnés dans le présent Accord. Cette désignation est portée à la connaissance de l'autre Partie par voie diplomatique.

Article 9

En vue d'assurer leur protection, les données nominatives communiquées à l'autre Partie dans le cadre de la coopération instituée par le présent Accord sont soumises aux conditions suivantes :

1. la Partie destinataire de données nominatives ne peut les utiliser qu'aux fins et condition définies par la Partie émettrice, y compris les délais au terme desquels ces données doivent être détruites ;

2. la Partie destinataire de données nominatives informe la Partie émettrice, sur demande, de l'usage qui en est fait et des résultats obtenus ;

3. les données nominatives sont transmises aux seules autorités compétentes pour l'activité à laquelle ces données leur sont nécessaires ; la transmission de ces informations à d'autres autorités n'est possible qu'après consentement écrit de la Partie émettrice ;

4. la Partie émettrice garantit l'exactitude des données communiquées après s'être assurée de la nécessité et de l'adéquation de cette communication à l'objectif recherché. S'il est établi que des données inexactes ou non communicables ont été transmises, la Partie émettrice en informe sans délai la Partie destinataire qui corrige les données inexactes ou détruit les données non communicables ;

5. toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les autorités compétentes en vue de savoir si elles détiennent des informations nominatives la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication ;

6. les données nominatives doivent être détruites dès qu'elles n'ont plus d'usage pour la Partie destinataire. La Partie destinataire informe sans délai la Partie émettrice de la destruction des données communiquées en lui précisant les motifs de cette destruction ;

7. chaque Partie tient un registre des données communiquées et de leur destruction ;

8. les Parties garantissent la protection des données nominatives qui leur sont communiquées contre tout accès non autorisé, toute modification et toute publication ;

9. en cas de dénonciation du présent Accord ou de sa non-reconduction, toutes les données nominatives doivent être détruites sans délai.

Article 10

1. Chaque Partie garantit le traitement confidentiel des informations qualifiées comme telles par l'autre.

2. Les échantillons, objets et informations communiqués dans le cadre du présent Accord ne peuvent être transmis à un État tiers sans l'accord écrit de la Partie qui les a fournis.

Article 11

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé par négociation entre les Parties.

Article 12

Chaque Partie notifie à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Le présent Accord est conclu pour une durée d'un an. Il est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de trois ans.

Chaque Partie peut le dénoncer, à tout moment, par notification écrite adressée à l'autre avec un préavis de trois mois. Cette dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties liés aux actions engagées dans le cadre du présent Accord.

Des amendements à cet Accord peuvent être adoptés dans les mêmes formes que le présent texte.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Skopje, le 18 décembre 2003 en deux exemplaires, chacun en langues française et macédonienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

VÉRONIQUE BUJON-BARRÉ
Ambassadrice de France

Pour le Gouvernement de la République de Macédoine :

HARI KOSTOV
Ministre de l'Intérieur

[MACEDONIAN TEXT – TEXTE MACÉDONIEN]

ДОГОВОР

МЕГУ

ВЛАДАТА НА РЕПУБЛИКА ФРАНЦИЈА

И

ВЛАДАТА НА РЕПУБЛИКА МАКЕДОНИЈА

ЗА СОРАБОТКА

ОД ОБЛАСТА НА ВНАТРЕШНАТА БЕЗБЕДНОСТ

Владата на Република Франција
и
Владата на Република Македонија

во понатамошниот текст именувани како Страни,

Со желба да придонесат во развојот на нивните билатерални односи во рамките на Договорот за културна , образовна, научна и техничка соработка помеѓу Владата на Република Македонија и Владата на Република Франција потпишан на 29 јануари 1998 год.во Париз,

Со волја активно да придонесат во борбата против сите форми на меѓународниот криминал,

Убедени во потребата од соработка во борбата против различните форми на меѓународниот криминал, против недозволената трговија со дроги и психотропни супстанции како и против тероризмот,

Посакувајќи да се зголеми ефикасноста на нивната соработка во доменот на внатрешната безбедност и посебно во борбата против организираниот криминал и недозволената трговија со дроги и психотропни супстанции, како и тероризмот,

Се договорија за следното :

Член 1

Страните врз основа на овој Договор се обврзуваат на техничка и оперативна соработка и давање помош во областа на внатрешната безбедност, особено во :

1. **Борба против организираниот криминал ;**
2. **Борба против недозволена трговија со дрога, психотропни супстанции и прекурсори ;**
3. **Борба против економски и финансиски казниви дела а особено против перењето пари ;**
4. **Борба против тероризмот ;**
5. **Борба против трговија со лу\е;**
6. **Борба против кражба и недозволена трговија со оружје, муниција, експлозивни и нуклеарни материи, хемиски соединенија, бактериолошки производи како и други опасни материи, стоки и технологии за цивилна и воена употреба ;**

7. Борба против трговија на културни добра и украдени уметнички предмети ;
8. Борба против фалсификување на исправи ;
9. Борба против илегална имиграција и соодветна измама со документација ;
10. Сигурност на воздушниот, водениот и сувоземниот сообраќај ;
11. Криминалистичка техника ;
12. Одржување на јавниот ред ;
13. Обука на кадри.

Оваа соработка може да биде проширена и на други области поврзани со внатрешната безбедност преку Договори меѓу Министрите кои се одговорни за спроведување на овој Договор.

Член 2

1. При преземањето на активностите предвидени со овој Договор за соработка од областа на внатрешната безбедност секоја од Страните ќе постапува во согласност со своето законодавство .
2. Секоја од Страните може да одбие барање за доставување на одредена информација во рамките на овој Договор, ако оцени дека тоа не е во согласност со нејзиното законодавство или со тоа би се повредиле основните права на личноста.
3. Барањето за техничка или оперативна соработка во рамките на овој Договор може да биде одбиено доколку било која од Страните смета дека остварувањето на соработката би значело повреда на нејзината суверености, безбедност, јавниот ред и мир, правилата за организадија и функционирање на државните органи или други витални интереси на државата.
4. Во случаите од став 2 и 3 на овој член, Страната која го одбива барањето за соработка должна е да ја информира другата Страна.

Член 3

Страните ќе соработуваат во доменот на превенција како и во истражување на казнени дела кои водат до најразлични форми на меѓународен криминал. За таа цел :

1. Страните ќе си разменуваат информации во врска со лица за кои постои основно сомнение дека биле дел од одредени форми на меѓународен криминал, за врските меѓу овие лица, за структурата, функционирањето и методите за криминалното организирање, за околностите на извршениот криминал во овој контекст, како и за непочитувањето на правните одредби и за превземените мерки,

кога истото ќе биде неопходно за превенција од ваквите прекршоци ;

2. Секоја од Страните на барање на другата Страна ќе превзема полициски мерки доколку тоа се утврди за потребно при спроведувањето на овој Договор ;
3. Страните ќе соработуваат преку координирани полициски мерки и реципрочна помош во луѓе и опрема врз основа на дополнителни договори потпишани од надлежните власти ;
4. Страните ќе си доставуваат информации во врска со методите и новите форми на меѓународен криминал . Во тој контекст секоја од Страните може да и стави на располагање на другата, на нејзино барање, примероци, предмети или информации кои се однесуваат на истите ;
5. Страните ќе разменуваат резултати од криминалистичките и криминолошките истраги што ги водат, и взаемно ќе се информираат за нивните методи на истрага и за средствата кои ги употребуваат за борба против меѓународниот криминал ;
6. Страните ќе си разменуваат специјалисти со цел да се стекнат професионални познавања од високо ниво и да се откријат средствата, методите и модерните техники кои се користат за борба против меѓународниот криминал.

Член 4

За да се спречи недозволеното одгледување, искористување, производство, увоз, извоз, пренесување, и трговија на дроги, психотропни супстанции и прекурзори, Страните ќе превземат координирани мерки и процедури за размена на :

1. информации во врска со лица кои учествуваат во производство и недозволена трговија на дрога и психотропни супстанции, нивните методи на работа, нивните скривалишта и транспортни средства, местата на потекло, транзит, прифаќање и крајна цел на дрогата и психотропните супстанции, за посебните околности на овие прекршоци, секогаш кога ќе може да се спречи некое дело или да се открие, а кое е спротивно на единствената Конвенција од Обединетите Нации за дрога од 30 март 1961 год. и со измените во Протоколот од 25 март 1972 год, Конвенцијата од 21 февруари 1971 и Конвенцијата од 19 декември 1988 против недозволената трговија со дрога и психотропни супстанции ;
2. Оперативни информации за тековните методи на меѓународната недозволена трговија со дрога и психотропни супстанции ;
3. Резултати од криминалистички и криминолошки анализи водени во доменот на недозволената трговија со дрога и психотропни супстанции и нивната злоупотреба ;

4. Примероци од дроги, психотропни сипстанции и прекурзори кои би можеле да бидат предмет на нивна злоупотреба или размена на технички информации од остварената заплена;
5. Резултати од искуствата во однос на контролата на легалната трговија со дроги, психотропни супстанции и нивните прекурзори.

Член 5

Во рамките на борбата против тероризмот, Страните ќе пристапат кон размена на информации во врска со :

1. Подготвени или извршени терористички акти, начините на кои биле извршени и техничките средства кои биле користени за нивно извршување.
2. Терористички групи и нивни членови кои подготвуваат, извршуваат или веќе извршиле терористички акти на територијата на една од страните а ги загрозуваат и интересите на другата Страна.

Член 6

Во секоја од областите кои се наведени во Членот 1 од овој Договор,основната цел на техничката соработка е следната:

1. Општа и специјализирана обука ;
2. Размена на информации и професионални искуства ;
3. Технички совети ;
4. Размена на специјализирана документација ;
5. И по потреба, реципрочна размена на државни службеници и експерти.

Член 7

Техничката соработка која би се реализирала во областите споменати во овој Договор ќе биде предмет на претходна размена на писма меѓу Страните по дипломатски пат. Ако е тоа потребно, техничките договори меѓу соодветните администрации ќе ги прецизираат условите за спроведување на конкретни активности.

Спроведувањето на техничката соработка е предмет на годишна програма. Оваа програма го вклучува придонесот на секоја од Страните, во граници на можноста на буџетот.

Страната која бара во случај на посета на делегација од другата Страна, се обврзува да и обезбеди на делегацијата преведувач.

Член 8

Надлежните Министри се одговорни за успешно извршување на овој Договор.

За таа цел тие треба да назначат специјализирани органи задолжени за остварување на соработката во областите споменати во овој Договор. Секоја од Страните и ги соопштува по дипломатски пат на другата Страна наименуваните органи за таа намена.

Член 9

Со цел да се обезбеди заштита на личните податоци, истите и се доставуваат на другата Страна во рамките на воспоставување соработка утврдена со овој Договор, и истите подлежат на следниве услови :

1. Страната до која се доставени личните податоци, може да ги користи истите само под одредени услови и за одредени цели дефинирани од Страната која ги доставува податоците, исто како и роковите за нивно уништување ;

2. Страната до која се доставени личните податоци ја информира другата Страна на нејзино барање за користењето на податоците и за постигнатите резултати ;

3. Лични податоци се доставуваат само до надлежните власти за одредени потреби и нивното доставување до други служби може да се изврши само со писмена дозвола од Страната доставувач на истите;

4. Страната која ги доставува податоците ја гарантира точноста на дадените податоци по проучувањето на целта и потребата од нив и нивната примена. Доколку се утврди дека податоците се неточни или не се за понатамошно користење, Страната која ги доставува податоците веднаш ја информира другата Страна која ги корегира или ги уништува истите ;

5. Секое лице кое ќе го потврди својот идентитет има право да се информира кај надлежните власти со цел да дознае дали тие имаат лични информации во врска со него и во исклучителни случаи да ги добие истите ;

6. Личните податоци треба да бидат уништени откако веќе нема да бидат во употреба од Страната на која и се доставени. Таа ја известува веднаш Страната која и ги доставила за нивното уништување прецизирајќи ги мотивите за уништувањето ;

7. Секоја Страна води прецизен регистер за дадените и уништените податоци ;

8. Страните ја гарантираат заштитата на личните податоци кои им се доставени, од секаков неовластен пристап, изменување или објавување ;

9. Во случај на поништување на овој Договор или на негово необновување сите лични податоци треба да бидат уништени веднаш.

Член 10

1. Секоја од Страните ја гарантира доверливоста на информациите како на своите така и на другата страна ;

2. Примероците, предметите и информациите доставени во рамките на овој Договор, не можат да бидат дадени на трета држава без писмена согласност на Страната која ги обезбедила.

Член 11

Сите разлики во однос на толкувањето или спроведувањето на овој Договор ќе се регулираат со преговори меѓу двете Страни.

Член 12

Овој Договор стапува во сила првиот ден од вториот нареден месец од приемот на последната дипломатска нота, со која се потврдува дека Страните ги исполниле претпоставките за влегување во сила на овој Договор предвидени со националните законодавства на секоја од Страните.

Овој Договор се склучува со важност од три години, а може да се продолжи за уште три години. Секоја од Страните може да го раскине Договорот со писмено известување до другата Страна за намерата да се раскине Договорот, во рок од три месеци. Раскинувањето на Договорот не влијае на правата и должностите на

Страните за извршување на започнатите активности во рамките на овој Договор.

Амандмани на овој Договор можат да бидат усвоени под истите услови како овој текст.

Поради тоа, претставниците на двете Страни, овластени за оваа прилика, го потпишаа овој Договор и го ставија својот печат :

Потпишан во Скопје, на 18.12.2003 во два примерока, секој на македонски и на француски јазик, со еднаква важност.

За Владата на
Република Франција

За Владата на
Република Македонија

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MACEDONIA CONCERNING COOPERATION IN MATTERS OF INTERNAL SECURITY

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Macedonia, hereinafter referred to as the "Parties",

Wishing to contribute to the promotion of their bilateral relations in the framework of the Agreement on cultural, educational, scientific and technical cooperation between the Government of the French Republic and the Macedonian Government, signed at Paris on 29 January 1998,

Resolved to contribute actively to the fight against transnational crime in its different manifestations,

Convinced of the need for cooperation in efforts to combat the different manifestations of transnational crime, the illicit traffic in narcotic drugs and psychotropic substances, and terrorism,

Concerned to achieve more effective cooperation in matters related to internal security, particularly as regards the fight against organised crime, illicit trafficking in narcotic drugs and psychotropic substances, and terrorism,

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall cooperate, technically and operationally, in matters relating to internal security and shall assist one another in the following areas:

1. Combating organized crime;

2. Combating the illicit traffic in narcotic drugs, psychotropic substances and their chemical precursors;

3. Combating economic and financial crime, including money laundering;

4. Combating terrorism;

5. Combating trafficking in persons;

6. Combating the theft and illicit traffic in firearms, ammunition, explosives, nuclear materials, chemical compounds, bacteriological products and any other dangerous substances and merchandise and technologies for civilian and military use;

7. Combating the illicit traffic in stolen works of art and works of cultural value;

8. Combating forgery and counterfeiting;

9. Combating illegal migration and the related falsification of documents;

10. Ensuring the security of air, sea and land transport;

11. Technical and scientific policing;

12. Maintenance of public order;

13. Training of personnel.

This cooperation may be extended to other areas relating to internal security by means of arrangements between the ministries designated as responsible for the implementation of this Agreement.

Article 2

1. All activities contemplated under this Agreement on cooperation in matters relating to internal security shall be carried out by each Party strictly in accordance with its domestic legislation.

2. Upon receipt of a request for information in the framework of this Agreement, each of the Parties may refuse said request if it deems that under its national laws acceptance would be an infringement of the fundamental rights of the person.

3. Upon receipt of a request for technical or operational cooperation in the framework of this Agreement, each Party may refuse said request if it deems that acceptance would be detrimental to sovereignty, security, public order, the rules governing the organization and operations of the judicial authority, or other essential interests of its State.

4. When, pursuant to paragraphs 2 and 3 of this article, one of the Parties denies a request for cooperation, it shall notify the other Party thereof.

Article 3

The Parties shall cooperate in the prevention and investigation of transnational criminal activity in its different manifestations. To that end:

1. The Parties shall transmit to one another information concerning persons suspected of participating in transnational criminal activity in its different guises, the links between such persons, the structure, operation and methods of criminal organizations, the circumstances of crimes committed in this context, as well as the legal provisions breached and the measures taken, insofar as this is necessary to prevent such offences;

2. Each of the Parties shall adopt, at the request of the other Party, such policing measures as appear necessary for the implementation of this Agreement;

3. The Parties shall cooperate by means of coordinated policing measures and reciprocal assistance with respect to personnel and equipment, on the basis of complementary arrangements signed by the competent authorities;

4. The Parties shall transmit to one another information on the methods and new forms of transnational crime. Within this framework, each Party may make available to the other, at its request, samples of materials and objects, and information pertaining thereto;

5. The Parties shall exchange the results of the research they are conducting in criminal science and criminology and inform one another of their investigative methods and the tools they use to combat organized transnational crime;

6. The Parties shall send specialists to the other Contracting Party for the purpose of acquiring advanced professional knowledge and seeing the modern tools, methods and techniques used in combating transnational crime.

Article 4

In order to prevent the illicit cultivation, extraction, production, import, export, transfer and sale of narcotic drugs, psychotropic substances and their precursors, both Parties shall take coordinated measures and proceed to exchange:

1. Information on persons participating in the illicit production and traffic in narcotic drugs, psychotropic substances and their precursors, the methods used by such persons, their hiding places and means of transport, the places of origin, transit, purchase and destinations of narcotic drugs, psychotropic substances and their precursors, and any specific details relating to these offences, insofar as they may serve to anticipate, prevent and detect deeds addressed by the Single Convention on Narcotic Drugs of 30 March 1961 as amended by the Protocol of 25 March 1972, the Convention on Psychotropic Substances of 21 February 1971 and the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of Vienna on 19 December 1988;

2. Operational information on methods currently used in the illicit international traffic of narcotic drugs and psychotropic substances;

3. Exchange the results of criminal science and criminological research concerning the illicit traffic in narcotic drugs, psychotropic substances and the abuse thereof;

4. Samples of narcotic drugs, psychotropic substances and precursors that may be abused or technical information on samples taken;

5. Working experience concerning the control and legal sale of narcotic drugs, psychotropic substances and their precursors.

Article 5

In combating terrorism, the Parties shall proceed to exchange information on:

1. Acts of terrorism that are being planned or have been committed, the methods of execution and the technology used to carry out such acts;

2. Terrorist groups and members thereof that are planning or committing, or that have committed, in the territory of one of the Parties, terrorist acts that are prejudicial to the interests of the other Party.

Article 6

The main aims of the Parties in each area of technical cooperation listed in Article 1 of this Agreement shall be:

1. General and specialized training;

2. Exchange of information and professional experience;

3. Technical advice;

4. Exchange of specialized documentation; and

5. Where necessary, visits by the other Party's officials and experts.

Article 7

The technical cooperation likely to materialise in the areas mentioned in this Agreement shall be preceded by correspondence between the Parties through the diplomatic channel. If need be, technical arrangements between the administrations concerned shall specify the terms and conditions for the concrete implementation of any actions selected.

A program shall be prepared annually for the implementation of this technical cooperation, indicating each Party's contribution, in accordance with its budgetary resources.

The requesting Party shall provide for all the tasks of the requested Party the assistance of an interpreter.

Article 8

The Ministers concerned shall be responsible for the proper implementation of this Agreement.

To that end, they shall appoint the agencies charged with executing the different areas of cooperation mentioned in this Agreement. The other Party shall be notified thereof through the diplomatic channel.

Article 9

In order to safeguard them, personal data transmitted to the other Party within the framework of the cooperation instituted by this Agreement shall be subject to the following conditions:

1. The Party receiving personal data may use them only for the purposes and in the conditions stipulated by the sending Party, including the time limits upon expiration of which the data must be destroyed;

2. The Party receiving the personal data shall inform the sending Party, upon request, of the use to which such data have been put and the results obtained;

3. Personal data shall be transmitted only to the competent authorities responsible for the activity for which these data are necessary. Such information may be transmitted to other authorities only with the prior written consent of the sending Party;

4. The sending Party shall guarantee the accuracy of the data transmitted, after verifying that such transmission is both necessary and appropriate in terms of the objective sought. If it is established that the data that have been transmitted are inaccurate or that they may not be communicated, the sending Party shall immediately inform the receiving Party, which shall correct the inaccurate data or destroy the data that may not be communicated;

5. Every person who can show proof of identity shall have the right to enquire of the competent authorities whether they have any personal information concerning him or her and, if that is the case, to have such information transmitted to him or her;

6. Personal data must be destroyed once they are no longer needed by the receiving Party. The receiving Party shall immediately inform the sending Party of the destruction of data transmitted to it, specifying the grounds for so doing;

7. Each Party shall keep a record of the data transmitted and of their destruction;

8. The Parties shall ensure that personal data transmitted to them are protected against any unauthorized access, amendment or publication;

9. In the event that this Agreement is denounced or not renewed all personal data must be destroyed immediately.

Article 10

1. Each Party shall ensure the confidentiality of information transmitted to it which is classified as such by the other Party.

2. Samples, objects and information transmitted within the framework of this Agreement may not be communicated to any third State without the written consent of the providing Party.

Article 11

Any disagreement with respect to the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by negotiation between the Parties.

Article 12

Each Party shall notify the other of the completion of the domestic procedures required, as far as it is concerned, for the entry into force of this Agreement, which shall come into force on the first day of the second month following receipt of the second notification.

This Agreement shall be concluded for a period of one year and shall be renewed automatically for additional three-year periods.

Each Party may denounce it, at any time, by giving three months' written notification thereof to the other Party. This denunciation shall be without prejudice to the rights and obligations of the Parties related to actions undertaken within the framework of this Agreement.

Amendments to this Agreement may be adopted in the same manner as this text.

In witness whereof, the representatives of the two Parties, being duly authorized thereto, have signed and sealed this Agreement.

Done at Skopje, on 18 December 2003, in duplicate, in the French and Macedonian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

VÉRONIQUE BUJON-BARRÉ
French Ambassador

For the Government of the Republic of Macedonia:

HARI KOSTOV
Minister of the Interior